Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2007)

Heft: 1758

Artikel: Prochaine législature : concordance en miettes et navigation à vue : si Blocher est réélu, les socialistes peuvent-ils rester au Conseil fédéral? : mais peuvent-ils le quitter?

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024498

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Prochaine législature: concordance en miettes et navigation à vue

Si Blocher est réélu, les socialistes peuvent-ils rester au Conseil fédéral? Mais peuvent-ils le quitter?

Jean-Daniel Delley (2 décembre 2007)

La messe est dite. Les conseillers fédéraux sortants seront reconduits pour quatre ans. Et si ce n'était pas le cas, seul le hasard en serait la cause. En effet, c'est officiel, le PDC renonce à reconquérir maintenant son deuxième siège à l'exécutif. Il ne veut pas se prêter à une clarification de la concordance au détriment de Blocher. Il ne veut pas davantage s'en prendre à Couchepin, préférant attendre un départ en cours de législature pour tenter sa chance: le président de son groupe parlementaire, Urs Schwaller, l'a clairement indiqué. Quant aux socialistes, ils ont longtemps navigué à vue tout au long de la campagne électorale – prenant pour cible tout à tour Christoph Blocher, Pascal Couchepin et Hans-Rudolf Merz – sans jamais proposer une stratégie cohérente. L'incohérence n'est d'ailleurs pas un monopole de la gauche. Lors de leur dernière rencontre, les partis gouvernementaux se sont montrés impuissants à définir des priorités pour la législature à venir, et encore moins des esquisses de solutions de compromis sur les dossiers les plus importants (DP 1756). Dès lors chaque formation fait profil bas, dans l'espoir que ses poulains passent l'obstacle du 12 décembre prochain, même si c'est avec un résultat peu glorieux.

Nombre de commentateurs politiques, suivant en cela l'exemple de l'UDC, réduisent la concordance à une simple formule arithmétique, comme si le gouvernement ne devait être que le modèle réduit du parlement. Cette caricature de concordance, sans contenu, ne suffit pas à faire vivre les institutions. A quoi bon un Conseil fédéral proportionnalisé, s'il n'est pas capable de proposer des projets susceptibles de séduire de solides majorités parlementaires et populaires? Si le collège fait régulièrement la preuve de son absence de collégialité, préoccupés que sont ses membres d'abord de leur image médiatique et de leurs propres dossiers?

L'UDC et son chef de file ne se reconnaissent pas dans la concordance, celle qui présuppose la volonté commune d'aboutir par la recherche patiente et tenace de compromis. Bien au contraire, parce qu'ils construisent leur succès sur un sentiment diffus d'insécurité, ils ne trouvent d'intérêt qu'à la confrontation systématique et à l'échec à régler les problèmes pour mieux stigmatiser l'incompétence de leurs adversaires.

Dans ces conditions, les socialistes peuvent-ils encore justifier leur présence au sein de l'exécutif? Au cours des dernières décennies, le parti socialiste a flirté avec l'idée de se retirer de l'exécutif sous des prétextes peu convaincants. Aujourd'hui la situation impose d'examiner très sérieusement la question. Tant que radicaux et démocrates-chrétiens persisteront à croire que l'UDC fait partie de la famille bourgeoise *(voir article suivant)* et ne se distancieront pas d'une formation qui les méprise et se moque de la concordance, quel avantage la gauche démocratique peut-elle tirer d'une responsabilité gouvernementale partagée? La concordance n'est ni une vertu abstraite ni un but en soi, mais la condition indispensable au fonctionnement des institutions helvétiques. Quand les règles du jeu ne sont pas respectées, y a-t-il encore des raisons de participer à une parodie de collégialité?

Certes diriger un département confère une certaine marge de manoeuvre dans la conception et la mise en œuvre des politiques de ce département. Les ambitions déclarées de Christoph Blocher de reprendre les dicastères poids lourds de Moritz Leuenberger ou de Pascal Couchepin en témoignent. Alors, rester pour résister?

Pour l'heure le flottement programmatique du PSS, les difficultés qu'il manifeste à innover dans la traduction concrète de ses valeurs de solidarité et de justice sociale ne militent guère en faveur d'un retrait du Conseil fédéral.

Quitter le gouvernement impliquerait de la part des socialistes un projet clair et lisible, susceptible de répondre efficacement aux inquiétudes dont se nourrit l'UDC et de les renforcer substantiellement à la prochaine échéance électorale.

Non, l'UDC n'est pas un parti bourgeois

Un rappel historique qui réserve des surprises

Jean-Daniel Delley (28 novembre 2007)

«Celles et ceux qui ne m'ont pas apporté leur soutien n'ont plus le droit de se prétendre des électeurs bourgeois». C'est ainsi que Ueli Maurer, président en partance de l'UDC suisse, a stigmatisé les radicaux et les démocrates-chrétiens qui lui ont préféré la verte libérale Verena Diener et ont contribué, dimanche dernier, à son cuisant échec dans la conquête d'un siège zurichois au Conseil des Etats.

Après avoir monopolisé le sentiment patriotique, l'UDC prétend maintenant détenir la propriété intellectuelle de l'étiquette bourgeoise et désigner celles et ceux qui peuvent s'en prévaloir. Dans un remarquable rappel historique de l'émergence et du développement des valeurs bourgeoises en Suisse publié par Das Magazin, le sociologue Kurt Imhof montre que rien dans l'action et le programme de ce parti ne correspond à ces valeurs. Partout ailleurs en Europe, des formations politiques de ce type sont perçues et se perçoivent comme des partis populistes de droite ou conservateurs nationalistes. Cet abus de langage tient à une vision dépassée du paysage politique suisse, celle qui a prévalu jusque dans les années 80 du siècle passé – un bloc bourgeois opposé à la gauche –, mais qui ne rend plus compte de la situation actuelle.

Le camp politique bourgeois helvétique prend forme au 19ème siècle. Il se réfère à l'esprit des Lumières – croyance en la force de la raison et de l'argumentation –, valorise l'éthique du travail hérité du protestantisme et cultive un patriotisme républicain en opposition aux ultramontains catholiques. La construction d'une nation, tel est l'objectif premier de ces bourgeois. Ce sont eux qui créent l'Etat suisse. Non pas un Etat minimal sur le modèle du libéralisme manchestérien, mais un Etat fort: une armée de milice, l'école pour tous et des institutions universitaires, une poste efficace, des moyens de communication développés, un approvisionnement énergétique moderne, une justice indépendante, des institutions culturelles. Une économie de marché certes, mais qui laisse place à l'intervention de l'Etat lorsque c'est nécessaire.

Qui aujourd'hui défend encore ces valeurs? Les radicaux les premiers ont quitté le bateau bourgeois dans les années 1980, sous l'impulsion de leur aile zurichoise, en proclamant *«moins d'Etat, plus de liberté»*. Depuis ils naviguent à vue, privés qu'ils sont des repères qui ont fait leur force. L'UDC ne tarde pas à prendre la tête d'une croisade anti-bourgeoise qui mise sur les craintes que suscite l'instabilité de l'ordre mondial après la chute du Mur. Son patriotisme proclamé ne doit pas faire illusion: son anti-étatisme, son rejet de l'étranger et des étrangers, du droit international comme des réformes sociales, ses choix fiscaux marqués au sceau de l'inéquité, son aversion pour la culture, sa déconsidération systématique des élites politiques comme son culte de la personnalité bafouent toutes les valeurs de la bourgeoisie.

En conclusion, Kurt Imhof souligne un paradoxe. L'histoire de la Suisse moderne, c'est l'histoire d'une progressive assimilation des adversaires de la culture bourgeoise. D'abord les conservateurs-catholiques, ennemis de l'Etat radical, puis les socialistes, traîtres à la patrie pour cause d'internationalisme. La Suisse s'est *«bourgeoisisée»*, mais aujourd'hui, c'est chez ces adversaires de jadis qu'il faut chercher les traces des idéaux bourgeois: la recherche de